

C-339

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-339

An Act to condemn corruption and impunity in Russia in the
case and death of Sergei Magnitsky

FIRST READING, OCTOBER 28, 2011

MR. COTLER

C-339

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-339

Loi condamnant la corruption et l'impunité en Russie à l'égard
de la situation et de la mort de Sergueï Magnitski

PREMIÈRE LECTURE LE 28 OCTOBRE 2011

M. COTLER

SUMMARY

This enactment establishes a process by which the Governor in Council must prepare a list of individuals responsible for the detention, abuse and death of Sergei Magnitsky, for conspiracy to defraud the Russian Federation of taxes paid by the foreign investment company known as Hermitage and for efforts to shield those culpable of these gross violations of human rights. It imposes sanctions on the listed individuals and their family members by providing that they are inadmissible for the purposes of entering or remaining in Canada.

SOMMAIRE

Le texte prévoit un processus par lequel le gouverneur en conseil établit une liste des individus qui sont responsables de la détention de Sergueï Magnitski, des mauvais traitements infligés à celui-ci et de sa mort, qui ont participé au complot visant à frauder la Fédération de Russie par détournement des impôts de la société étrangère d'investissement appelée Hermitage et qui ont tenté de protéger les individus coupables de ces graves violations des droits de la personne. Il impose également des sanctions aux individus dont le nom figure sur la liste et aux membres de leur famille en les frappant d'interdiction de territoire au Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-339

PROJET DE LOI C-339

An Act to condemn corruption and impunity in
Russia in the case and death of Sergei
Magnitsky

Loi condamnant la corruption et l'impunité en
Russie à l'égard de la situation et de la
mort de Sergueï Magnitski

Preamble

Whereas human rights and the rule of law are
integral to international law and Canada has
repeatedly asserted its commitment to promot-
ing international justice and respect for human
rights;

Whereas the Russian Federation is a member
of the United Nations, the Organization for
Security and Cooperation in Europe, the
Council of Europe and the International Mone-
tary Fund;

Whereas the Russian Federation has ratified
the Convention against Torture and Other Cruel,
Inhuman or Degrading Treatment or Punish-
ment, the International Covenant on Civil and
Political Rights, the International Covenant on
Economic, Social and Cultural Rights and the
United Nations Convention against Corruption;

Whereas the Russian Federation is bound by
the legal obligations set out in the European
Convention for the Protection of Human Rights
and Fundamental Freedoms;

Whereas state parties to international human
rights agreements have committed themselves
to the obligations and responsibilities set out in
those agreements;

Whereas, despite the fact that the Russian
Federation is a state party to the international
agreements referred to above and purports to

Attendu :

que les droits de la personne et la primauté du
droit font partie intégrante du droit interna-
tional et que le Canada a affirmé à plusieurs
reprises son engagement à promouvoir la
justice internationale et le respect des droits
de la personne;

que la Fédération de Russie est membre de
l'Organisation des Nations Unies, de l'Orga-
nisation pour la sécurité et la coopération en
Europe, du Conseil de l'Europe ainsi que du
Fonds monétaire international;

que la Fédération de Russie a ratifié la
Convention contre la torture et autres peines
ou traitements cruels, inhumains ou dégra-
dants, le Pacte international relatif aux droits
civils et politiques, le Pacte international
relatif aux droits économiques, sociaux et
culturels ainsi que la Convention des Nations
Unies contre la corruption;

que la Fédération de Russie est liée par les
obligations juridiques prévues dans la
Convention de sauvegarde des droits de
l'homme et des libertés fondamentales;

que les États signataires d'accords internatio-
naux sur les droits de la personne se sont
engagés à s'acquitter des obligations et
responsabilités qui y sont prévues;

Préambule

value and defend human rights, the number of corruption-related crimes in Russia has increased dramatically;

Whereas the Government of the Russian Federation promotes a pervasive culture of corruption, and even the President of the Russian Federation, Dmitry Medvedev, has acknowledged Russia's disregard for the rule of law and used the term "legal nihilism" to describe a criminal justice system that continues to imprison innocent people;

Whereas the rampant corruption has had tragic consequences for numerous individuals who were seeking to expose illegal activity carried out by officials of the Government of the Russian Federation or to obtain, exercise, defend or promote internationally-recognized human rights and freedoms, such as the freedoms of religion, expression, association and assembly and the rights to a fair trial and democratic elections;

Whereas one such individual, Sergei Magnitsky, a lawyer pivotal in uncovering the embezzlement of Russian Treasury funds by senior Russian officials, was detained without trial in Matrosskaya Tishina Prison in Moscow, was abused and died there as a result on November 16, 2009;

And whereas no thorough and objective official investigation has been conducted by the Government of the Russian Federation into the detention, abuse and resulting death of Mr. Magnitsky, despite extensive documented evidence that incriminates Russian public officials in abusing their powers and positions to commit serious human rights violations, to embezzle funds from the Russian Treasury and to retaliate against Mr. Magnitsky, nor have the individuals responsible been identified, apprehended and brought to justice in Russia;

que, malgré que la Fédération de Russie soit signataire des accords internationaux mentionnés ci-dessus et prétende valoriser et défendre les droits de la personne, le nombre de crimes liés à la corruption en Russie a considérablement augmenté;

que le gouvernement de la Fédération de Russie fait la promotion d'une culture envahissante de la corruption et que le président de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev, a lui-même reconnu l'indifférence de la Russie à l'égard de la primauté du droit et a qualifié de « nihilisme juridique » le système de justice pénal qui continue d'emprisonner des innocents;

que la corruption omniprésente a eu des conséquences tragiques pour de nombreux individus ayant cherché à exposer les activités illégales menées par des représentants du gouvernement de la Fédération de Russie ou à obtenir, exercer, défendre ou promouvoir les droits et libertés de la personne reconnus à l'échelle internationale, comme les libertés de religion, d'expression, d'association et de réunion, de même que les droits à un procès équitable et à des élections démocratiques;

qu'un de ces individus, Sergueï Magnitski, un avocat ayant joué un rôle crucial dans la mise au jour du détournement de fonds du Trésor russe par des hauts fonctionnaires russes, a été détenu sans procès à la prison de Matroskaïa Tichina à Moscou, où il a subi des mauvais traitements à la suite desquels il est mort le 16 novembre 2009;

que le gouvernement de la Fédération de Russie n'a mené aucune enquête officielle, approfondie et objective, sur la détention, les mauvais traitements et la mort subséquente de Sergueï Magnitski, malgré l'abondance de la preuve documentaire démontrant que des fonctionnaires russes ont abusé de leurs pouvoirs et de leurs fonctions en vue de commettre de graves atteintes aux droits de la personne, de détourner des fonds du Trésor russe et d'exercer des représailles à l'endroit de Sergueï Magnitski, et que les individus responsables n'ont été ni identifiés, ni arrêtés, ni traduits en justice en Russie,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Condemnation of Russian Corruption Act</i> .	1. <i>Loi sur la condamnation de la corruption en Russie</i> .	Titre abrégé 5
-------------	---	--	-------------------

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions	2. (1) The definitions in this section apply in this Act.	2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
-------------	---	--	-------------

“Commission on Security and Cooperation in Europe” « Commission »	“Commission on Security and Cooperation in Europe” means the independent agency of the United States Government, sometimes referred to as the U.S. Helsinki Commission, that is charged with monitoring compliance with the Helsinki Accords and advancing comprehensive security through promotion of human rights, democracy and economic, environmental and military cooperation in 56 countries.	« Commission » La Commission on Security and Cooperation in Europe, parfois appelée U.S. Helsinki Commission, qui est un organisme indépendant du gouvernement des États-Unis chargé de veiller au respect des accords d'Helsinki et de faire avancer la sécurité globale par la promotion des droits de la personne, de la démocratie et de la coopération économique, 15 environnementale et militaire dans cinquante-six pays.	« Commission » “Commission on Security and Cooperation in Europe”
--	--	---	--

“foreign national” « étranger »	“foreign national” means an individual who is not	« étranger » Personne autre :	« étranger » “foreign national”
------------------------------------	---	-------------------------------	------------------------------------

(a) a Canadian citizen; or

a) qu'un citoyen canadien;

(b) a permanent resident under the *Immigration and Refugee Protection Act*.

b) qu'un résident permanent au sens de la 20 *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

“immediate family” « proche parent »	“immediate family” means, in respect of an individual,	« ministre » Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.	« ministre » “Minister”
---	--	--	----------------------------

(a) the individual's spouse or common-law partner;

25	« proche parent » S'entend, quant à un individu :	« proche parent » “immediate family”
----	---	---

(b) the individual's father and mother and the spouse or common-law partner of the father or mother;

a) de son époux ou conjoint de fait;

(c) the individual's children and the children of the individual's spouse or common-law partner;

b) de son père et de sa mère ainsi que de leur époux ou conjoint de fait;

(d) the individual's grandchildren;

c) de ses enfants et de ceux de son époux ou conjoint de fait; 30

(e) the individual's brothers and sisters;

d) de ses petits-enfants;

(f) the individual's grandfather and grandmother;

e) de ses frères et soeurs;

(g) the father and mother of the individual's spouse or common-law partner and the spouse or common-law partner of the father or mother; and

35	g) du père et de la mère de son époux ou conjoint de fait ainsi que de leur époux ou conjoint de fait;	30
----	--	----

(h) any relative of the individual or of the individual's spouse or common-law partner who resides permanently with the individual or with whom the individual permanently resides.

h) de tout parent de l'individu ou de son époux ou conjoint de fait qui réside de façon permanente chez l'individu ou chez qui celui-ci réside de façon permanente.

5

"Minister"
« ministre »

"Minister" means the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness.

Definition of
"common-law
partner"

(2) In this section, "common-law partner" means a person who has been cohabiting with an individual in a conjugal relationship for at least one year, or who had been so cohabiting with the individual for at least one year immediately before the individual's death.

(2) Pour l'application du présent article, « conjoint de fait » s'entend de la personne qui vit avec l'individu dans une relation conjugale depuis au moins un an, ou qui vivait ainsi avec lui depuis au moins un an au moment du décès de l'individu.

5 Définition de
« conjoint de
fait »

10

LIST OF RESPONSIBLE PERSONS

LISTE DES PERSONNES RESPONSABLES

List of
responsible
persons

3. (1) No later than 180 days after the day on which this Act receives royal assent, the Governor in Council must, on the recommendation of the Minister, prepare a list containing the names of each individual that the Minister has reasonable grounds to believe, on the basis of considerations described in subsection (2),

3. (1) Au plus tard cent quatre-vingts jours après la date de la sanction de la présente loi, le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, établit une liste comportant le nom de chaque individu dont le ministre a des motifs raisonnables de croire, compte tenu des facteurs énoncés au paragraphe (2), qu'il :

Liste des
personnes
responsables

(a) is responsible for the detention, abuse or death of Sergei Magnitsky;

a) soit est responsable de la détention de Sergueï Magnitski, des mauvais traitements qui lui ont été infligés ou de sa mort;

20

(b) has conspired to defraud the Russian Federation of taxes on corporate profits through fraudulent transactions and lawsuits against the foreign investment company known as Hermitage and to misappropriate property owned or controlled by Hermitage; or

b) soit a comploté en vue de frauder la Fédération de Russie d'impôts sur les bénéfices des sociétés en effectuant des transactions frauduleuses et en intentant des poursuites contre une société étrangère d'investissement appelée Hermitage et de détourner des biens qu'Hermitage possède ou contrôle;

(c) has participated in efforts to conceal the legal responsibility of those individuals involved in the detention, abuse or death of Sergei Magnitsky or the existence of the conspiracy referred to in paragraph (b).

c) soit a participé aux efforts visant à camoufler la responsabilité légale des individus responsables de la détention de Sergueï Magnitski, des mauvais traitements qui lui ont été infligés ou de sa mort, ou encore l'existence du complot visé à l'alinéa b).

Considerations
for listing

(2) The name of an individual merits being placed on the list referred to in subsection (1), and the Minister must make a recommendation in support of the name being placed on the list, if

(2) Le nom d'un individu mérite d'être inscrit sur la liste visée au paragraphe (1) et le ministre recommande son inscription sur la liste si les conditions suivantes sont réunies :

35 Facteurs

(a) the individual has been named on the list entitled *Individuals involved in the tax fraud against Hermitage and the torture and death*

a) le nom de l'individu figure sur la liste intitulée *Individuals involved in the tax fraud against Hermitage and the torture and death of Sergei Magnitsky*, et ses modifications

of *Sergei Magnitsky*, as amended from time to time, that is published by the Commission on Security and Cooperation in Europe on its website for the purpose of identifying those individuals responsible for the acts described in paragraph 1)(a), (b) or (c); and

(b) taking into consideration the fact that the individual is named on the list referred to in paragraph (a), there are reasonable grounds to believe that the individual committed an act outside Canada that is an offence in the place where it was committed and that, if committed in Canada, would constitute an indictable offence under an Act of Parliament.

(3) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council must amend the list of responsible persons referred to in subsection (1) to add, remove or correct the names of any foreign nationals as new information becomes available that, on the basis of considerations described in subsection (2), gives the Minister reasonable grounds to believe that the name of the foreign national should be added to or removed from the list or corrected.

(4) The Minister must, to the fullest extent practicable, provide notice and an opportunity for a hearing to a foreign national before their name is placed on the list referred to in subsection (1).

INADMISSIBILITY

4. (1) A foreign national is inadmissible, within the meaning of that term in the *Immigration and Refugee Protection Act* and for the purposes of that Act, on grounds of being responsible for an act described in paragraph 3(1)(a), (b) or (c) if the foreign national is

(a) an individual whose name appears on the list referred to in section 3; or

(b) a member of the immediate family of an individual referred to in paragraph (a).

(2) Any individual who, before the coming into force of this Act, was a foreign national who obtained temporary resident status or permanent resident status and who, after the

successives, publiée par la Commission sur son site Web dans le but d'identifier les individus responsables des actes visés au paragraphe (1);

b) compte tenu du fait que le nom de l'individu figure sur la liste visée à l'alinéa a), il existe des motifs raisonnables de croire que l'individu a commis, à l'extérieur du Canada, une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction à une loi fédérale.

(3) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil modifie la liste des individus responsables visée au paragraphe (1) afin d'ajouter, de supprimer ou de corriger le nom d'étrangers, compte tenu des facteurs mentionnés au paragraphe (2), à mesure que sont mis au jour des renseignements donnant au ministre des motifs raisonnables de croire que le nom de l'étranger doit être ajouté ou supprimé de la liste ou doit y être corrigé.

(4) Dans toute la mesure du possible, le ministre convoque l'étranger à une audience avant que son nom ne soit placé sur la liste visée au paragraphe (1).

INTERDICTION DE TERRITOIRE

4. (1) Est interdit de territoire, au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et pour l'application de cette loi, au motif qu'il est responsable d'un des actes visés au paragraphe 3(1), l'étranger qui :

a) soit est inscrit sur la liste visée à l'article 3;

b) soit est le proche parent d'un individu inscrit sur la liste visée à l'article 3.

(2) L'individu qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, était un étranger ayant obtenu le statut de résident temporaire ou de résident permanent et qui, après l'entrée en vigueur de la

Add, remove or correct names

Opportunity for hearing

Ineligibility for visas

Visa revoked

Ajout, suppression ou correction de noms

Possibilité d'audience

Interdiction de territoire

Visa révoqué

coming into force of this Act, would be inadmissible under subsection (1) must be considered inadmissible for the purposes of sections 44 and 45 of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

Waiver in national interest

(3) The Minister may waive the application of subsection (1) or (2) in the case of a foreign national if the Minister determines that the waiver is in the national interest of Canada. On granting such a waiver, the Minister must table 10 notice of the waiver and the reasons that justify it in the House of Commons.

présente loi, serait interdit de territoire au titre du paragraphe (1), est considéré interdit de territoire pour l'application des articles 44 et 45 de la *Loi sur l'immigration et la protection des 5 réfugiés*.

5

(3) Le ministre peut soustraire un étranger à l'application des paragraphes (1) et (2) s'il le juge dans l'intérêt national du Canada et, le cas échéant, il dépose devant la Chambre des communes un avis de la renonciation et les 10 motifs à l'appui.

Renonciation dans l'intérêt national

REPORT

Report to Parliament

5. (1) No later than 180 days after the day on which this Act receives royal assent, the Minister must lay before the House of Com- 15 mons a report on the administration of this Act.

RAPPORT

5. (1) Au plus tard cent quatre-vingts jours après la date de la sanction de la présente loi, le ministre dépose devant la Chambre des communes un rapport sur l'application de la 15 présente loi.

Rapport au Parlement

Subsequent reports

(2) The Minister must lay before the House of Commons a report on the administration of this Act as substantive new information be- comes available.

(2) Le ministre dépose devant la Chambre des communes un rapport sur l'application de la présente loi à mesure que de nouveaux 20 renseignements pertinents sont mis au jour. 20

Rapports subséquents

COMING INTO FORCE

Coming into force

6. This Act comes into force 90 days after the day on which it receives royal assent.

ENTRÉE EN VIGUEUR

6. La présente loi entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date de sa sanction.

Entrée en vigueur